



## ARRÊTÉ MUNICIPAL

**2026 -256 : SUBDÉLÉGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURE A MADAME KATIA ROCARD,  
CONSEILLÈRE MUNICIPALE EN CHARGE DU COMMERCE ET DU CENTRE-VILLE**

### LE MAIRE DE LA VILLE DES HERBIERS

Vu l'article L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales autorisant le Maire à, « sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints et à des membres du conseil municipal »,

Vu les articles L. 2122-22 et 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le procès-verbal d'installation du conseil municipal en date du 20 mars 2026,

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2 en date du 20 mars 2026 fixant à neuf le nombre des adjoints au Maire,

Vu le procès-verbal d'élection du Maire et des Adjoints du 20 mars 2026,

Vu l'arrêté du Maire N°2026-195 en date du 23 mars 2026 portant délégation de fonctions et de signature à madame Katia ROCARD dans les domaines du commerce et du centre-ville,

Vu la délibération n°3 du Conseil Municipal du 23 mars 2026 portant délégation d'attributions du Conseil Municipal au Maire,

Considérant que pour le bon fonctionnement des services municipaux et pour permettre une continuité du service, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions et la signature d'actes et documents soient assurés par les conseillers délégués,

### ARRÊTE

**ARTICLE 1 :** Parmi les compétences visées à l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et conférées au Maire par délibération n°3 du Conseil municipal du 23 mars 2026, les suivantes sont subdélégées à Mme Katia ROCARD, conseillère déléguée :

4° - Prendre toute décision concernant la préparation et la passation des marchés et des accords-cadres d'une valeur inférieure à 40 000 € H.T quelle que soit la procédure de passation ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget dans les domaines délégués par l'arrêté du Maire n°2026- 195 du 23 mars 2026, à l'exception des travaux de bâtiments ;

Et prendre toute décision concernant l'exécution et le contrôle de légalité mentionné au 4° de l'article L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, quelle que soit la procédure de passation, dans les domaines délégués par l'arrêté du Maire n°2026-195 du 23 mars 2026, à l'exception des travaux de bâtiments ;

5°-Décider de la conclusion et de la révision des autorisations d'occupation du domaine public et privé et autorisations de voiries à but commercial notamment pour les foires, marchés, terrasses, fêtes foraines, spectacles, commerces ambulants, emplacements de taxis, ventes au déballage pour une durée n'excédant pas douze ans.

**ARTICLE 2 :** Subdélégation de signature est donnée à Mme Katia ROCARD conseillère déléguée, à l'effet de signer tous courriers, tous actes, documents et contrats, et engager toutes négociations préliminaires en vue de la conclusion de contrat, concernant les compétences subdéléguées à l'article 1.

**ARTICLE 3 :** La signature des actes visés à l'article 2 par Mme Katia ROCARD doit être assortie de la mention de ses noms, prénoms et qualité et précédée de la mention indicative « Par subdélégation du Maire ».

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Mme KATIA ROCARD, celle-ci sera remplacée, dans l'exercice de ses attributions :

- par Hélène CHENAIS, 2<sup>ème</sup> adjoint au Maire ;
- en cas d'absence ou d'empêchement d'Hélène CHENAIS, par Stéphane RAYNAUD, 5<sup>ème</sup> adjoint au Maire.

**ARTICLE 5 :** Ces subdélégations ne peuvent faire obstacle au pouvoir du Maire d'accomplir personnellement tous actes ou décisions se rapportant aux attributions déléguées.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise au Trésorier municipal.

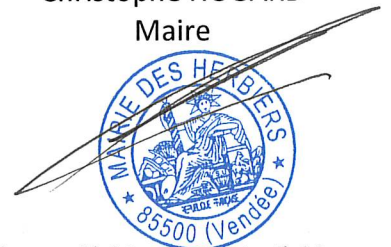
Transmis en Préfecture le  
Publié électroniquement le

08 AVR. 2026

LES HERBIERS, le 2 avril 2026

08 AVR. 2026

Christophe HOGARD  
Maire



Pour acceptation :  
Katia ROCARD

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes, par voie postale au 6 Allée de l'Île Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES CEDEX, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).